

# BILAN DE SANTÉ DES LABORATOIRES

## FAITS SAILLANTS



Il y a dix ans, la réforme OPTILAB était lancée comme un vaste chantier ayant pour ambition d'améliorer l'efficacité des laboratoires de biologie médicale du réseau public, des services névralgiques dont dépendent 85% des diagnostics.

Planifiée dans les hautes sphères du ministère de la Santé et des Services sociaux, sans consulter le personnel qui fait vivre les laboratoires au quotidien, cette vaste réforme s'est déployée comme un véritable bulldozer, bousculant tout sur son passage, avec des répercussions ressenties bien au-delà des murs des laboratoires.

**Une décennie et deux réformes majeures du réseau plus tard, le constat est préoccupant: cette réorganisation imposée n'a pas rempli ses promesses.** Aujourd'hui, les laboratoires du réseau public sont plus que jamais en difficulté après une centralisation désastreuse, avec une pénurie de personnel sans précédent et des ruptures de service en augmentation constante.

Avec ce bilan, l'APTS brosse un portrait lucide de la situation dans les laboratoires afin d'ouvrir la voie à des solutions concrètes pour maintenir l'accessibilité des services et la capacité du réseau public à répondre aux besoins actuels et futurs de la population.

Impacts de la centralisation sur la pénurie de personnel, état des infrastructures, déploiement du SIL-P et répercussions d'OPTILAB en région, ... **voici les faits saillants.**

## En chiffres

5 203 membres de l'APTS œuvrent dans les laboratoires partout au Québec en 2025:

**15 %**

en congé (maternité, paternité, sans solde, etc.) en janvier 2026



**5,9 %**

en arrêt de travail pour invalidité prolongée en janvier 2026



### ÉVOLUTION SUR 5 ANS:

**-7 %**

du nombre de membres dans les laboratoires



**-8,1 %**

du nombre d'heures travaillées



**+15,1 %**

d'analyses effectuées



## Centralisation et pénurie: un cocktail accablant

Centraliser pour être plus efficace... vraiment? La réforme OPTILAB avait pour objectif d'optimiser les ressources des laboratoires du réseau public. Mal planifiée, elle a plutôt:

- mis à mal les professions d'analyses biomédicales;
- dévalorisé les emplois dans les laboratoires associés;
- aggravé la pénurie de personnel;
- entraîné une explosion de la charge de travail.

Non seulement le réseau public peine à garder son personnel, mais en plus on ne parvient pas à former des cohortes suffisantes dans le réseau collégial, nous privant d'une relève cruciale.

Sans compter que, dans plusieurs régions éloignées, la pénurie de main-d'œuvre est sévère et menace directement le maintien des services. Faute de prévisibilité et de vision à long terme de l'employeur, les équipes en place portent seules un fardeau de plus en plus lourd.

Ajoutons à ce portrait préoccupant **l'augmentation du volume d'analyses et une organisation du travail déficiente** qui ont fait doubler le recours au temps supplémentaire afin de compenser la pénurie de personnel depuis le déploiement d'OPTILAB.

## En chiffres

**+138%**  
Proportion d'heures en temps supplémentaire sur l'ensemble des heures travaillées en laboratoire entre 2015 et 2025



**44%**  
Taux de rétention des technicien·ne·s de laboratoire médical diplômé·e·s après 4 à 5 ans



**-31,1%**  
Diplômé·e·s en technologie d'analyses biomédicales entre 2019 et 2024



**-13,1%**  
Inscriptions en technologie d'analyses biomédicales entre 2021 et 2025



## Infrastructures désuètes

Pour déployer un projet aussi vaste qu'OPTILAB, les ressources auraient dû être au rendez-vous. Mais plusieurs appareils étaient en fin de vie dès son lancement. Et l'arrivée de Santé Québec dans un contexte d'austérité a aggravé ce problème.

**Résultat:** reports d'achats et maintien d'équipements bien au-delà de leur vie utile, et ce, depuis une dizaine d'années. Plusieurs laboratoires présentent également des signes de vétusté compromettant leur fonctionnement et l'installation de nouveaux équipements, en plus de mettre à risque la santé et la sécurité du personnel.

## En chiffres

**44 %**

des appareils sont en « mauvais » ou « très mauvais » état selon l'Indice d'état gouvernemental (IEG) de l'équipement de biologie médicale



**82,3 M\$**

C'est le coût nécessaire pour ramener l'état de ces équipements à un niveau « satisfaisant »



**33 % et +**

des appareils en biologie médicale ont dépassé leur durée de vie normale entre 2019 et 2024



## SIL-P: un déploiement précipité et déconnecté du terrain

La réforme OPTILAB a été caractérisée par un déploiement à toute vapeur, sans consultation ou considération pour les besoins sur le terrain. On a imposé des résultats à atteindre sans se préoccuper de la façon de s'y prendre ou des impacts sur le personnel et l'organisation du travail.

Le déploiement du Système d'information des laboratoires provinciaux (SIL-P) constitue un exemple éloquent des dommages causés par cette approche du MSSS. Celui-ci devait uniformiser les systèmes informatiques des laboratoires, entre autres pour les préparer au déploiement du Dossier santé numérique (DSN).

Son implantation s'effectue depuis 2022 dans les différentes grappes du réseau public et se poursuivra jusqu'au printemps 2027. **Nos membres ayant vécu sa mise en service rapportent :**

- un déploiement chaotique, sous forte pression, ayant miné la confiance,
- un manque de soutien et une gestion de projet en silo,
- un manque de partage des apprentissages entre les établissements,
- l'obligation de trouver des solutions seul-e-s afin de minimiser les impacts sur les services, alors que les équipes sont déjà surchargées.

L'absence de mesures adéquates d'atténuation du volume d'analyses pour couvrir la durée de la mise en œuvre du système a obligé les équipes à rattraper le retard, éviter au maximum les pertes et répondre à toutes les demandes régulières, tout en se familiarisant avec le nouveau système.

### **Les impacts du SIL-P sur la continuité et la qualité des services des laboratoires vont au-delà de l'implantation :**

- pertes d'analyses,
- problèmes de communication entre les laboratoires, les unités de soins, les médecins et autres prescripteur-riche-s,
- problèmes d'adaptabilité du logiciel pour certaines analyses spécialisées, menant à l'accumulation d'erreurs non réglées à ce jour,
- nombreuses mises hors service, planifiées ou non, obligeant le retour à une comptabilisation manuelle.

## **Gestion déconnectée en région**

Le découpage en grappes de services par OPTILAB amène certains laboratoires serveurs à desservir plusieurs régions, éloignant ainsi la gestion des opérations de la réalité vécue sur le terrain. Concrètement, le laboratoire serveur peut se situer à quelques dizaines, voire centaines, de kilomètres des laboratoires associés.

C'est le cas dans les régions suivantes :

- Abitibi-Témiscamingue (rattachée au CUSM),
- Côte-Nord (rattachée au Saguenay-Lac-Saint-Jean),
- Gaspésie (rattachée au Bas-Saint-Laurent),
- Lanaudière et Laurentides (toutes deux rattachées à Laval).

Bien que les technicien-ne-s exercent au sein des établissements de leur région, le laboratoire est dirigé à distance par un employeur se trouvant dans une autre région. **Résultat :** des relations de travail complexifiées, la santé et la sécurité du travail délaissées, jusqu'à des besoins de base oubliés, comme l'accès aux locaux et au stationnement. Chaque demande doit passer par une administration éloignée, peu au fait de la réalité locale.

**Le diagnostic est clair : nos laboratoires ne sont plus en santé. Il est temps de les remettre sur pied.**



*Alliance du personnel  
professionnel et technique  
de la santé et des services sociaux*

### **Siège social**

1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 1255  
Longueuil, Québec J4K 5G4  
**Tél.** 450 670-2411 **ou** 1 866 521-2411  
**Télé.** 450 679-0107 **ou** 1 866 480-0086

### **Bureau de Québec**

1305, boul. Lebourgneuf, bureau 200  
Québec, Québec G2K 2E4  
**Tél.** 418 622-2541 **ou** 1 800 463-4617  
**Télé.** 418 622-0274 **ou** 1 866 704-0274